

[Text]

• 1045

Les différentes mesures orientées vers la réduction du déficit fiscal, combinées aux effets de la dévaluation, contribuent également à la réduction des dépenses gouvernementales et plus particulièrement à une compression sans précédent des programmes de santé et d'éducation.

Selon les données disponibles, les salaires réels, dans certains pays d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine, ont été comprimés de l'ordre de 60 p. 100 et plus. Dans certains pays africains, le salaire minimum aujourd'hui est de l'ordre de 10\$ à 20\$ par mois, soit moins de 50 cents par jour et environ 50 fois moins qu'au Canada.

The economic stabilization measures stifle the possibility of building a national economy by compressing internal demand and destabilizing domestic industries. Engagement into export-oriented activities largely results as a consequence of the decline in labour costs which accompanies the compression of internal purchasing power. New lines of exports may develop in primary commodities and manufacturing. However, not all countries will be able to benefit from this export drive because world demand is not expanding.

I suggest that the economic stabilization package produces economic disarray. It destroys the indigenous basis of economic development. It generates fundamental dislocations in the structure of the state, and what is more important, it produces a situation of de facto trusteeship by the international financial institutions, and a loss of sovereignty in policy making by the Third World countries. As a result of the vacuum created in government spending, donors and international financial institutions are increasingly called upon to fund a large component of current and recurrent government expenditure.

More generally, the various economic stabilization measures, which in theory are intended to generate a surplus from which the debt will be repaid, accomplish exactly the opposite of financial solvency, to the extent that the solution to the debt crisis becomes the cause of further indebtedness.

With regard to the social consequences of economic stabilization, I suggest that the fight against poverty is in itself incompatible with the basic premise of economic stabilization and austerity measures. The latter compress real earnings and stifle internal demand, particularly in the areas of consumer necessities and essential social services. In other words, the social consequences cannot be considered as so-called undesired side effects of the economic model. The social impact stems from the inner logic of the stabilization measures. The social consequences are an integral part of the economic policy model, that is to say of the compression of real earnings.

[Translation]

The various measures intended to reduce the fiscal deficit, combined with the effects of devaluation, also contribute to a reduction in government spending and more particularly to an unprecedented squeeze on health and education programs.

According to available data, real salaries in some sub-Saharan African countries and in Latin America have dropped by 60% and more. In some African countries, the minimum wage is now \$10 to \$20 a month or 50¢ a day, or approximately 50 times less than in Canada.

En comprimant la demande interne et en déstabilisant les industries nationales, les mesures de stabilisation économique empêchent la création d'une économie nationale. L'engagement dans des activités destinées à l'exportation est généralement une conséquence de la baisse du coût de la main-d'oeuvre qui accompagne les compressions du pouvoir d'achat intérieur. De nouvelles exportations peuvent concerner les matières premières et les produits manufacturés. Cependant, tous les pays ne pourront profiter de cette tendance, car la demande mondiale ne croît pas.

Je prétends que les mesures de stabilisation économique provoquent la déroute économique. Elles détruisent les bases indigènes du développement économique. Elles causent des bouleversements fondamentaux dans la structure de l'État et, qui plus est, donnent aux institutions financières internationales la fiducie de fait sur les pays endettés du Tiers monde, qui perdent ainsi le pouvoir souverain d'établir leurs politiques. En raison du vide laissé par la réduction des dépenses gouvernementales, les institutions financières et donateurs internationaux sont de plus en plus appelés à financer une part importante des dépenses gouvernementales courantes et périodiques.

De façon plus générale, les diverses mesures de stabilisation économique qui devraient théoriquement engendrer un excédent à partir duquel la dette pourrait être remboursée, font en réalité exactement le contraire, dans la mesure où la solution à la crise de la dette entraîne un accroissement de l'endettement.

En ce qui concerne les conséquences sociales de la stabilisation économique, je dirais que la lutte contre la pauvreté est incompatible avec les principes fondamentaux sur lesquels reposent les mesures de stabilisation et d'austérité économique. Ces dernières compriment les revenus réels et répriment la demande interne, notamment de produits de consommation de base et de services sociaux essentiels. En d'autres mots, les conséquences sociales ne peuvent être considérées comme de regrettables effets secondaires du modèle économique. Leur effet social découle de leur logique même. Les conséquences sociales sont partie intégrante du modèle de politique économique, c'est-à-dire de la compression des revenus réels.